

gidié ok
scan "0" ok

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation
Bureau de l'Urbanisme et des Procédures Environnementales
40 rue du Bourg - B.P. 30512 - 55012 BAR-LE-DUC CEDEX - Téléphone 0 821 803 055 - Télécopie 03 29 79 55 31 -

D.R.E.A.L

Arrêté n° 2010-1810

Société INEOS ENTREPRISES SAS à VERDUN BALEYCOURT
Arrête complémentaire fixant des mesures de maîtrise de risques (MMR)

Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le
département,

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 2005-82 du 1er février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2473 du 5 juillet 1976 modifié, autorisant la Société ICI à exploiter une usine de produits chimiques sur la Zone Industrielle de Baleycourt à VERDUN ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 91-3 du 2 janvier 1991 autorisant la société ICI C et P France à exploiter sur le territoire de la commune de Verdun, dans l'enceinte de son établissement de Baleycourt un atelier pilote ester ;
- VU** les arrêtés complémentaires n°93-2383 du 19/10/1993, n°95-177 du 26 janvier 1995, n°96-2547 du 28 novembre 1996 et n°2001-2728 du 23 novembre 2001 réglementant l'atelier d'estérification ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-2942 du 17 octobre 2007 autorisant et réglementant les activités de l'extension biodiesel et le rejet des effluents liquides du site INEOS ENTREPRISES SAS à VERDUN BALEYCOURT ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2008-2534 14 octobre 2008, portant renouvellement du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) autour de l'établissement INEOS ENTREPRISES SAS à VERDUN BALEYCOURT ;
- VU** les études de dangers remises le 31 octobre 2008, puis complétées en dernier lieu en juin 2009 après demande de compléments par arrêté préfectoral n°2009-1058 du 2 juin 2009 et juin 2010.
- VU** l'avis du tiers expert (TNO) remis le 15 avril 2010 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) du 15 juin 2010 proposant de prescrire des mesures de maîtrises

des risques supplémentaires à la société INEOS ENTERPRISES SAS pour son établissement de VERDUN BALEYCOURT ;

VU l'avis du CODERST en sa séance du 28 juin 2010 ;

VU la lettre du 15 juillet 2010 par laquelle l'entreprise INEOS ENTERPRISES fait part de ses observations sur le projet d'arrêté complémentaire relatif aux mesures de maîtrise des risques qui a été présenté au CODERST le 28 juin 2010 ;

VU le rapport du 18 août 2010 par lequel l'inspection des installations classées de la DREAL communique des éléments de réponse aux observations formulées par la Société INEOS ENTERPRISES dans sa lettre du 15 juillet dernier ;

CONSIDERANT les préconisations fixées par la circulaire ministérielle du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié susvisé ;

CONSIDERANT que les installations de stockage et les ateliers de fabrication exploitées par la société INEOS ENTERPRISES SAS à VERDUN BALEYCOURT appartiennent à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers de la société INEOS ENTERPRISES SAS à VERDUN BALEYCOURT et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

CONSIDERANT que les activités exercées sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé et qu'il convient en conséquence de prévoir des mesures adaptées destinées à les prévenir ou empêcher ces effets ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 515-15 du code de l'environnement, il est nécessaire de fixer des prescriptions additionnelles pour renforcer la sécurité du site ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société INEOS ENTERPRISES SAS, dont le siège social est à VERDUN BALEYCOURT, Route Nationale, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine chimique située sur le territoire de cette même commune sous réserve du respect des prescriptions définies au présent arrêté, qui viennent en complément de celles fixées dans les arrêtés préfectoraux antérieurs réglementant le fonctionnement de ladite usine et qui fixent des mesures de maîtrise des risques complémentaires.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Conformité au contenu des études de dangers

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les études de dangers visées ci-dessus et sans être contraires aux prescriptions du présent arrêté.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

2.2 Mise à jour des études de dangers

Les études des dangers de l'établissement visé à l'article 1^{er} du présent arrêté sont à actualiser dans les 5 ans à compter du 30 octobre 2008, puis tous les 5 ans et à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique des éléments de ces études de dangers justifiant des vérifications particulières, effectuées par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Les études de dangers mises à jour sont à transmettre au Préfet et, en deux exemplaires, à l'inspection des installations classées.

Elles répondront aux dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement et de ses textes d'application, en particulier de l'article R. 512-9 de ce même code et de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs et l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé.

Elles prendront en compte l'ensemble des installations de l'établissement.

L'exploitant joindra aux études de dangers un document comprenant une liste et un échéancier de mise en œuvre des mesures exposées dans ces études concourant à la réduction du risque et à l'amélioration de la sécurité au sein de l'établissement.

2.3

Tout projet de réaménagement, extension, modification des installations, outre le fait qu'il doit être porté à la connaissance du Préfet, doit tenir compte des données qui ont servi aux modélisations et qui ont dimensionné les distances d'effets.

ARTICLE 3 : PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

3.1 Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

3.2 Les dispositions du TITRE VII de l'arrêté préfectoral n°2007-2942 du 17 octobre 2007 réglementant les activités de l'extension biodiesel et le rejet des effluents liquides du site INEOS INEOS ENTREPRISES SAS à VERDUN BALEYCOURT sont applicable aux ateliers du « site existant ».

Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la CE ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

Trois mois au plus à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant fera réaliser par un bureau compétent un contrôle sur l'état des dispositifs de protection contre la foudre. Ce contrôle est renouvelé ensuite tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé.

Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui.

3.3 Plan particulier d'intervention (PPI)

En cas de déclenchement du PPI, l'exploitant doit être en mesure de prévenir la population par une sirène dite PPI.

Cette sirène devra être audible a minima dans le rayon PPI qui est de 5 700 m.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXPLOITATION APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS ET MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

Outre les mesures déjà fixées dans les arrêtés préfectoraux antérieurs, l'exploitant mettra en œuvre les mesures de maîtrise des risques définies dans les articles suivants du présent arrêté.

4.1 Conditions de circulation des wagons et camions transportant des matières dangereuses

Wagons de chlore	Camions transportant l'acide chlorhydrique
<p>Respect strict et intégral de la réglementation relative au transport de marchandises dangereuses, le cas échéant, par chemin de fer ou par route : l'exploitant doit disposer des éléments justificatifs attestant que l'ensemble (wagon/véhicule + citerne) a bien subi, dans le respect des délais, la totalité des visites, contrôles et épreuves requis par la réglementation (vérification sur pièces ou marquage réglementaire). Lors de leur entrée dans le site industriel, les wagons-citernes et véhicules citernes font l'objet d'un contrôle rigoureux, qui comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un contrôle visuel afin de s'assurer de l'absence d'anomalie (fuite, corrosion...) ; - la vérification de la signalisation et du placardage ; - dès que possible, la vérification de l'utilisation de la citerne dans la gamme pour laquelle elle a été conçue (niveau de remplissage y compris au moyen du bon de pesée, substance...). <p>Si le contrôle met en évidence une non-conformité, l'exploitant mettra en sécurité le wagon ou le camion et déclenchera une procédure adaptée.</p>	
<p>A l'intérieur du site, la vitesse de tous les véhicules sur rail est limitée à une vitesse qui ne saurait être supérieure ni à 10 km/h ni à la moitié de la vitesse pour laquelle le wagon a été dimensionné. La vitesse des véhicules routiers circulant sur les voies proches est limitée à 30 km/h et à 10 km/h lors de la traversée de voies ferrées.</p> <p>Les wagons sont manipulés par du personnel habilité.</p> <p>Les voies et les aiguillages sont maintenus en bon état et font l'objet d'inspections périodiques.</p> <p>Les zones d'attente ou de stationnement des wagons sont délimitées, clôturées (ou à l'intérieur du site clôturé) et surveillées.</p> <p>Le locotracteur ne stationne pas à proximité immédiate des wagons.</p> <p>Lors d'une opération de dépotage, l'aiguillage permettant d'accéder à la zone de dépotage est maintenu verrouillé.</p> <p>Les zones d'attente ou de stationnement disposent de détecteurs de gaz toxiques, dont le nombre et la disposition sont issus d'une étude réalisée par l'exploitant et tenant compte des caractéristiques du gaz toxique ou du panel de gaz toxiques.</p> <p>Dans le cas de situations d'urgence (début de fuite détectée par les équipements cités ci-dessus, par exemple), l'exploitant doit disposer de moyens adaptés à la substance et aux équipements.</p> <p>En cas de nécessité, notamment au regard de la cinétique des phénomènes dangereux redoutés, l'exploitant est en mesure de déplacer les wagons dans des délais appropriés.</p>	<p>A l'intérieur du site, la vitesse de tous les véhicules est limitée à une vitesse qui ne saurait être supérieure ni à 30 km/h ni à la moitié de la vitesse maximale pour laquelle les camions-citernes ont été dimensionnés.</p> <p>Les zones d'attente ou de stationnement des véhicules sont délimitées, clôturées (ou à l'intérieur du site clôturé) et surveillées.</p> <p>Le véhicule reste sous surveillance continue suite à son immobilisation à l'intérieur du site et pendant une durée suffisante pour que l'exploitant puisse s'assurer qu'il n'existe plus de risque d'incendie (notamment feu de freins et de pneus).</p> <p>Les zones d'attente ou de stationnement disposent de détecteurs de gaz toxiques, dont le nombre et la disposition sont issus d'une étude réalisée par l'exploitant et tenant compte des caractéristiques du gaz toxique ou du panel de gaz toxiques.</p> <p>Dans le cas de situations d'urgence (début de fuite détectée par les équipements cités ci-dessus, par exemple), l'exploitant doit disposer de moyens adaptés à la substance et aux équipements.</p> <p>En cas de nécessité, notamment au regard de la cinétique des phénomènes dangereux redoutés, l'exploitant est en mesure de déplacer les véhicules dans des délais appropriés.</p>

4.2 Zone Chlore

Réseau de détection chlore :

- Le site est équipé d'une chaîne de détection de chlore : en cas de détection une alarme est déclenchée et des asservissements automatiques mettent les installations de chlore en sécurité par fermeture, entre autres des vannes sur les stockages de chlore et des vannes au dépotage en cas de dépotage.
- Ce réseau sera doublé par un réseau de détection indépendant sur automate de sécurité déclenchant les mêmes asservissements.
- En outre un bouton d'arrêt d'urgence (BAU) supplémentaire sera installé auprès des stockages de chlore pour permettre la fermeture des vannes de coupures en sortie des cuves de stockage de chlore (*fermer les 4 vannes des citernes de chlore à proximité des citernes*).

Dépotage de chlore :

Le dépotage de chlore sera réalisé dans un poste confiné muni d'un dispositif de neutralisation permettant de traiter la totalité du contenu d'un wagon.

Le dépotage est interdit pendant les périodes nocturnes.

En outre l'exploitant définit une procédure de dépotage des wagons qui définit le mode opératoire et les précautions à prendre lors du dépotage de chlore et prévoit notamment :

- les contrôles à effectuer sur un wagon entrant
- les tests d'étanchéité à opérer à chaque déchargement,
- le calage du wagon.

Stockage de chlore et canalisations de transfert :

- Le dépôt de chlore est exploité conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 juillet 1997.
- La canalisation de transfert de chlore liquide DN 80 entre le dépotage et le stockage est sectionnée en 3 tronçons par vanne de fermeture asservie à la détection chlore, à une détection de choc et une détection thermique.
- L'exploitant procédera au remplacement de la canalisation de transfert de chlore liquide DN 80 entre le poste de dépotage et le stockage par une canalisation DN 40 dans le délai maximal de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.
- Un service inspection reconnu SIR sera mis en place dans l'établissement au plus tard dans un délai de 3 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.
- L'exploitant met en œuvre un plan de surveillance des canalisations de chlore.

Atelier CERECLOR

L'exploitant met en œuvre les MMR suivantes :

- Mise en place d'une mesure de pression sur la ligne de sortie des réacteurs avec asservissement à la fermeture de la vanne de barrage du réacteur (câblée).
- Mise en place d'une mesure de pression (câblée) asservie au basculement de la vanne 3 voies en sortie du réacteur vers la tour de lavage afin d'éviter une montée en pression.
- Suppression du solvant de l'atelier CERECLOR : le nettoyage de la conduite n'est plus réalisé par injection de solvant.

Stockage de solvants et C14 :

L'exploitant met en œuvre les MMR suivantes :

- Inertage des cuves de stockage de white-spirit, solvant naphta et paraffines C14 à l'azote.
- Mise en place d'une mesure de température dans les stockages de C14 avec asservissement à la fermeture de la vanne d'alimentation vapeur (câblée).

4.3 Canalisations de transport de produits et gaz inflammables et/ou toxiques

L'exploitant met en place un plan de surveillance adapté au risque des produits transportés : cela concerne a minima les canalisations de chlore, gaz naturel et liquides inflammables.

Pour les canalisations, l'exploitant étudiera la conformité de celles-ci à la réglementation concernant le risque sismique et prendra, le cas échéant, les mesures nécessaires pour leur mise en conformité, dans un délai n'excédant pas trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette étude contre le risque sismique sera adressée au Préfet et à l'inspection des installations classées dans le délai maximal d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle sera accompagnée du planning de réalisation des mesures de mise en conformité des installations nécessaires.

4.4 Réseaux de détection autres :

L'exploitant réalisera une étude globale sur les réseaux de détection de type explosimètres présents dans l'établissement et justifiera leur nombre et la pertinence leurs installation et répartition.

Le rapport de cette étude sera adressé à l'inspection des installations classées dans le délai maximal de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

4.5 Mesures de Maîtrise des Risques

Les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR), au sens de la réglementation, qui interviennent dans la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux dont les effets sortent des limites du site doivent apparaître clairement dans une liste établie et tenue à jour par l'exploitant.

Ces mesures peuvent être techniques ou organisationnelles, actives ou passives et résultent des études de dangers. Dans le cas d'une chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne.

Toute évolution de ces mesures fait préalablement l'objet d'une analyse de risques proportionnée à la modification envisagée. Ces éléments sont tracés et seront intégrés dans les études de dangers lors de leur révision.

La dite liste est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) auquel l'établissement est soumis en application de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié susvisé.

L'exploitant définit dans le cadre de son SGS toutes les dispositions encadrant le respect de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, à savoir celles permettant de :

- vérifier l'adéquation de la cinétique de mise en œuvre par rapport aux événements à maîtriser,
- vérifier leur efficacité,
- les tester,
- les maintenir.

Des programmes de maintenance, et de tests sont ainsi définis et les périodicités qui y figurent sont explicitées en fonction du niveau de confiance retenu (et rappelé dans ces programmes). Ces opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. Les procédures associées à ces opérations font partie intégrante du SGS de l'établissement.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. De plus, toute intervention sur des matériels constituant tout ou partie d'une mesure dite « MMR » est suivie d'essais fonctionnels systématiques.

La traçabilité des différentes vérifications, tests, contrôles et autres opérations visées ci-dessus est assurée en permanence. L'exploitant tient ces restitutions à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant intègre dans le bilan annuel SGS une analyse globale de la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers.

ARTICLE 5 : ECHEANCES

Les points et aménagements ci-après, doivent être respectés ou réalisés, dans les délais maximaux suivants à compter de la date de notification du présent arrêté :

Disposition	Article	délai
Etude de conformité des installations de protection contre la foudre suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008	3.2	30 septembre.2010
Travaux de conformité des installations de protection contre la foudre suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008	3.2	31 décembre 2010
Doublement du réseau de détection de chlore par un réseau indépendant sur automate de sécurité déclenchant la mise en sécurité des installations de chlore	4.2	6 mois
Installation d'un bouton d'arrêt d'urgence (BAU) supplémentaire au plus près des stockages pour permettre la fermeture des vannes de coupures en sortie des cuves de stockage de chlore(fermer les 4 vannes des citernes de chlore à proximité des citernes) ; Etude Mise en place	4.2	3 mois 6 mois
Remplacement de la canalisation de transfert de chlore liquide DN 80 entre le poste de dépotage et le stockage par une canalisation DN 40.	4.2	3 ans
Mise en place d'un service inspection reconnu SIR	4.2	3 ans
Plan de surveillance des canalisations Chlore Autres fluides(gaz naturel, méthanol, white spirit, méthylate de sodium, solvant naphtha et hexane)	4.2	Immédiat 6 mois
Mise en place d'une mesure de pression sur la ligne de sortie des réacteurs avec asservissement à la fermeture de la vanne de barrage du réacteur (câblée)	4.2	6 mois
Mise en place d'une mesure de pression (câblée) asservie au basculement de la vanne 3 voies en sortie du réacteur vers la tour de lavage afin d'éviter une montée en pression	4.2	6 mois
Suppression du solvant de l'atelier CERECOLOR : suppression de l'injection de solvant dans la conduite pour la rincer	4.2	6 mois
Inertage à l'azote des cuves de stockage de white-spirit , solvant naphtha et paraffines C14	4.2	Immédiat
Mise en place d'une mesure de température dans les stockages de paraffines C14 avec asservissement à la fermeture de la vanne d'alimentation vapeur (câblée)	4.2	immédiat
Etude du risque sismique sur les canalisations	4.3	1 an
Mesures sur canalisations liées au risque sismique	4.3	3 ans

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 - 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage pour les tiers.

ARTICLE 8

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VERDUN et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 9

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Maire de VERDUN,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine – Service prévention des risques,
- l'Inspecteur des installations classées (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie conforme sera adressée :

* à titre de notification à :

- M. le Directeur de l'usine INEOS ENTERPRISES – ZI de Baleycourt – BP 10095 55103 VERDUN Cedex.

* à titre d'information aux :

- Sous-Préfet de VERDUN.
- Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine – Service ressources et milieux naturels,
- Directeur Départemental des Territoires – service Urbanisme-Habitat,
- Directeur Départemental des Territoires – service Environnement,
- Déléguée Territoriale de l'Agence Régionale de Santé,
- Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile.

BAR LE DUC, le 20 AOUT 2010

Pour copie conforme
Le chef de bureau délégué

Marie-José GAND



Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat
dans le département,

Laurent BUCHAILLAT

